

modèle léniniste en Europe de l'Est après la Seconde Guerre mondiale. Certes, les partis uniques africains n'en étaient pas des copies exactes: ils en différaient même beaucoup tant par l'idéologie que par la capacité de mobilisation. Mais ils s'en rapprochaient du point de vue de l'organisation, fondée dans les deux cas sur une forte hiérarchisation et un centralisme poussé à l'extrême. Il fut enfin inlassablement légitimé par référence à la (prétendue) conception africaine du pouvoir, un pouvoir structuré autour d'un chef unique (« il ne peut y avoir deux caïmans mâles dans le même marigot ») dictant sa loi à une société unanimiste. Déclarée « invention coloniale » inadaptée aux réalités sociales autochtones, la démocratie disparut ainsi rapidement du paysage politique africain.

S'il est le produit des projets hégémoniques des groupes sociaux qui héritèrent de l'État aux indépendances, l'échec de la démocratie s'explique également par des facteurs sociologiques: analphabétisme des populations, impréparation des élites à l'exercice du pouvoir, faible différenciation des institutions léguées par le colonisateur, etc.

Cet échec renvoie enfin, et de façon décisive, aux modalités par lesquelles s'expriment en Afrique les luttes pour le pouvoir. Là, comme ailleurs, leur enjeu principal est l'accès à l'État et à ses richesses. Mais, alors que dans les démocraties occidentales ces luttes se règlent pacifiquement, en Afrique, compte tenu de la fragilité des institutions politiques, elles prennent un caractère extrêmement conflictuel. De cette compétition exacerbée découlent les symptômes constitutifs de la crise de l'État en Afrique: patrimonialisme, clientélisme politique, ethnicisation des conflits, autant de facteurs générateurs de violence, donc peu propices à l'épanouissement de la démocratie.

À sa place, c'est donc, au contraire, l'autoritarisme qui s'installe (personnalisation du pouvoir sous le couvert de Constitutions présidentielles, étatisation de l'économie, suppression des libertés fondamentales, déni des droits de l'homme, généralisation de la corruption, du népotisme et de l'arbitraire, etc.), dégénérant parfois en tyrannie sanglante (Macias Nguema en Guinée-Équatoriale, Jean Bedel Bokassa en République centrafricaine ou encore Idi Amin Dada en Ouganda). Lorsqu'il y avait élections, elles étaient semi-compétitives dans le meilleur des cas: les électeurs désignaient leurs représentants parmi plusieurs candidats tous issus du parti unique. Surveillées, ces élections n'étaient cependant pas totalement dénuées d'utilité du point de vue du pouvoir, d'abord, qui, ce faisant, se légitimait aux yeux de la communauté internationale et renouait le contact avec la population; pour celle-ci, ensuite, qui en profitait pour exprimer des revendications dans les limites tracées par le parti et choisir, parmi les candidats en lice, celui qui lui paraissait le plus apte à médiatiser ses relations avec le pouvoir central. Mais, en aucun cas, les élections semi-compétitives ne constituaient un instrument d'alternance politique.

Le souffle démocratique

C'est donc cet ordre que la revendication démocratique a entrepris d'ébranler.